

Chapitre 1

Présent et futur de l'Union européenne entre urgence démocratique et intégration différenciée

Mario Telò

Introduction

L'Union européenne a connu une crise multiforme et prolongée sans précédent, une crise qui ne peut pas être comprise en dehors du cadre mondial marqué par une grande transformation économique globale au détriment de l'Occident. Le bilan des politiques européennes anticrise des dernières années est controversé : elles ont sauvé la monnaie unique et permis une croissance modérée, mais, conjuguées à des multiples facteurs, aggravé le déficit de légitimité. Ce qui explique la vague europhobe en plusieurs États membres et le réel danger de désintégration du projet européen.

Ce chapitre analyse les tendances contradictoires en cours et approfondit la voie de sortie de la crise, qui ne peut qu'être axée sur le rôle essentiel du mouvement syndical tant dans la lutte contre l'euroscpticisme que dans la relance de l'UE. Ce mouvement pour le renforcement et la démocratisation de la zone euro et pour un plus solide socle européen des droits sociaux ne pourra pas l'emporter s'il ne s'accompagne pas d'une relance politique de l'UE guidée par les États les plus pro-européens : la thèse de ce chapitre est que ce nouveau projet européen, encore une fois comme dans le passé, n'est possible que par la méthode de l'intégration différenciée.

Cette contribution commence par deux sections montrant la juxtaposition de deux données contradictoires. D'une part, l'acquis socio-institutionnel de 60 ans : malgré tout, l'UE est pour le mouvement syndical le seul instrument disponible pour espérer civiliser et conditionner la mondialisation (section 1). Et, de l'autre, la portée inattendue des tendances multiples en cours vers la désintégration de l'UE, des conséquences déstabilisatrices de la mondialisation débridée, provoquant la vague euroscptique et une véritable urgence démocratique (section 2). La section 3 analyse les traits de la politique anticrise menée par l'UE entre 2011 et 2016 comme le résultat d'un complexe rapport de forces, social, politique ainsi qu'aux niveaux des idées et des procédures institutionnelles. Les fragilités des trois propositions alternatives sont aussi mises en exergue. La section 4 approfondit la piste d'un rôle politique du mouvement syndical européen répondant à la fois aux préoccupations sociales et sécuritaires diffusées par la crise multiple en cours auprès des citoyens : la mobilisation pour une UE plus légitime et efficace via l'intégration différenciée et ouverte des pays, qui refusent tant la logique de la désintégration que celle du plus petit dénominateur commun ; elle formule ainsi des propositions spécifiques au niveau de la dynamique respective des 27, des 19 de

l'Eurozone, et de noyaux d'un minimum de neuf pays, qui vont constituer les groupes d'avant-garde pour une nouvelle ère de l'intégration européenne.

1. Le paradoxe européen : la sous-estimation de l'acquis européen de 60 ans et de la méthode qui l'a permis

Aucune entité historique n'a d'avenir si elle ne dispose pas de conscience partagée de son passé. Il est paradoxal de constater à quel point la grandeur des acquis historiques de la construction européenne est beaucoup plus reconnue, dans les autres capitales du monde, de Washington à Pékin de Brasilia à Tokyo, qu'au sein de l'UE. Citons parmi ces acquis : plus de 60 ans de paix entre anciens ennemis, la consolidation de la démocratie interne aux États membres et le début d'une démocratie supranationale, la liberté de circulation, la construction d'une puissance civile mondiale et son modèle économique et social.

Approfondissons le côté socio-économique de l'acquis européen considéré par le plus grand philosophe européen vivant, Jürgen Habermas, comme l'âme de l'Europe. Ces soixante dernières années ont coïncidé avec un accroissement de la prospérité économique et sociale sans précédent dans l'histoire de l'Europe. Malgré la crise, le produit intérieur brut (PIB) de l'Union des 28 dépassait toujours celui des États-Unis en 2014¹ et cette prospérité va de pair avec un modèle social original, qui assure toujours, malgré les inégalités accrues, l'équilibre entre justice et compétitivité plus qu'ailleurs dans le monde (Habermas 2005). À la différence des capitalismes japonais et américain, et dans le contexte difficile de la compétition avec les économies émergentes (dont la Chine), l'UE semble mieux concilier économie et société, et préserver l'essentiel de ses valeurs de cohésion sociale. Les choix d'inclure le concept d'une « Économie sociale de marché » dans le traité de 2007, d'approuver une Charte sociale européenne en 1989, ainsi que de mettre en œuvre 60 ans de dispositifs législatifs sociaux et de consolider de multiples dialogues sociaux, ont permis une construction socio-économique qui a pu résister, plus que tout autre modèle social, aux quarante ans de la pression néolibérale mondiale. Encore plus important, le modèle socio-économique européen d'économie sociale de marché représente précisément la mise en cause évidente de l'idée néolibérale selon laquelle la compétitivité économique est incompatible avec les hauts salaires, le *Welfare state*, l'Europe sociale (Ferrera 2009). Enfin, la possibilité concrète de conditionner l'avenir de la mondialisation par le dialogue social interne n'existe qu'en Europe. L'UE permet au mouvement syndical d'espérer civiliser et gérer la mondialisation (en nouant, bien sûr, les alliances nécessaires au niveau mondial).

Au sein des États membres, des classes politiques nationales souvent épuisées et corrompues ne savent pas communiquer ces conquêtes uniques au monde et ont transformé l'UE soit en bouc émissaire de la grave crise multiforme actuelle, soit en

1. Les données statistiques de la Banque mondiale disponibles pour 2014 confirment qu'alors que les États-Unis font état d'un PIB de 17.42 billions de dollars américains, l'UE des 28 États membres a atteint, malgré la crise, les 18.51 billions de \$. Bien entendu, les États-Unis gardent, avec 318,9 millions d'habitants, un PIB par habitant supérieur : 55.230 \$, contre 35.742 \$ pour les 508 millions de citoyens de l'UE (source Banque mondiale 2015).

une rhétorique insupportable et non communicable aux nouvelles générations, avec, comme résultat, l'explosion de l'europhobie dans chaque pays membre – entre 20 et 45 % des électeurs. Ce chapitre attire l'attention sur le fait que les acquis mentionnés seraient impensables sans la méthode qui les a permis, l'intégration différenciée. Cette méthode, permettant à un groupe de pays d'avancer vers plus d'Europe sans que ceux qui ne partagent pas ce projet puissent les empêcher, quitte à le rejoindre plus tard, redevient d'actualité. Un équilibre nouveau entre efficacité et légitimité démocratique est urgent, ce qui ne sera possible, encore une fois, que par l'intégration différenciée. Aux exemples évidents comme l'Union monétaire et le Traité de Schengen on pourrait rajouter, au profit des sceptiques, que plusieurs pays guidés par le Royaume-Uni lancèrent l'Association européenne de libre-échange (AELE) en 1960, puisqu'ils rejetaient la méthode communautaire proposée par Jean Monnet, au cœur de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) et de la Communauté européenne (CE). Bien, on n'a pas dû beaucoup attendre pour l'adhésion à la CE des pays AELE, initialement contraires à la supranationalité : 1973-1995.

2. Le cadre mondial de la crise et la portée des défis

Les causes de l'urgence démocratique ne seront pas comprises si la crise multiple que l'Europe traverse depuis 2010 (voir aussi Vanhercke *et al.* 2016) n'est pas correctement située dans son contexte global. La récession économique, le chômage de masse qui a suivi (de 7 % en 2007 à 10,8 % en 2013 comme moyenne européenne ; source Eurostat), la crise migratoire et des réfugiés, la multiplication des menaces terroristes et la dramatisation des peurs, tous ces phénomènes qui expliquent la vague des mouvements populistes, nationalistes et protectionnistes en plusieurs pays européens, trouvent leurs origines dans le sentiment général d'insécurité produit par une mondialisation largement débridée. La crise n'a fait qu'accélérer la tendance en cours vers une grande transformation historique : le dépassement des économies avancées de l'Ouest par les nouvelles puissances s'est produit en 2007 au niveau du pourcentage du PIB global. C'est là l'origine de ce que la sociologue du Massachusetts Institute of Technology (MIT) Susan Berger appelle « *globalization malaise* » des deux côtés de l'Atlantique (exposé au Congrès d'études européennes, CES, Philadelphie, 2016). Les millions de perdants et victimes de la mondialisation (diminution des revenus, concurrence des migrants et réfugiés, etc.), notamment ouvriers et membres des classes moyennes, concentrés dans de multiples régions, devenues marginales, de l'Occident, votent pour les extrêmes, contre les *establishments*. En Europe, dans un cadre où des leaderships nationaux faibles et pusillanimes affirment que « la faute est à Bruxelles », l'UE est considérée, par une manipulation sans précédent, comme première responsable, alors que les institutions de l'UE ne font que mettre en œuvre ce que les États ont librement et volontairement décidé et ratifié par les traités européens et les réunions des formations du Conseil de l'Union européenne. L'UE, le seul instrument dont les Européens disposent pour contrecarrer la mondialisation sauvage, est montrée du doigt par les populistes à l'occasion de chaque élection nationale, transformée en plébiscite pour ou contre l'Union. Les populistes ont ainsi gagné une première bataille.

L'extrême droite, nationaliste et protectionniste, de Marine Le Pen à Nigel Farage, de Viktor Orban à Geert Wilders, de Norbert Hofer à Matteo Salvini, a assumé de facto le leadership du mouvement populiste de désintégration européenne, qui a gagné en Grande-Bretagne (voir Clegg dans ce volume), Hongrie et Pologne, et qui joue déjà un rôle politique déterminant d'« agenda setter », troublant la gouvernance nationale en Autriche, Pays-Bas, Italie, France, et en Scandinavie. Les valeurs de l'Europe, son acquis et sa perspective de progrès, ne pourront être vraiment relancés qu'en abordant de façon offensive l'urgence démocratique représentée par la perception d'une opposition fondamentale entre peuple et élites. Malgré les premières défaites des populistes, ce défi reste sérieux. Cette incertitude politique ralentit la croissance et menace la démocratie.

Dans un cadre politique européen incertain, on n'a pas suffisamment souligné que le mouvement syndical organisé joue et peut jouer un rôle essentiel pour éviter que cette opposition artificielle entre peuple et élites technocratiques – dans l'imaginaire plus que dans la réalité – produise des effets dévastateurs pour la démocratie.

Le mouvement syndical, national et transnational à la fois, exprime une donnée historique importante : malgré la crise et les nationalismes, les divergences entre citoyens au sein des États membres restent plus profondes que les divergences entre États membres : 51 % des citoyens se sentent à la fois citoyens d'une nation et de l'Europe, alors que 39 % ne se sentent appartenir qu'à une nation (Alesina *et al.* 2017). Le mouvement syndical européen exprime, plus que les partis politiques, la potentialité d'un grand mouvement populaire pour la démocratisation de l'UE, transnational et en même temps enraciné dans les nations, liant la question sociale à une plateforme antipopuliste globale.

La question sociale est centrale. Le chômage des jeunes² risque de donner lieu à une « génération perdue » pour le marché du travail, comme l'a bien dénoncé le président de la Banque centrale européenne Mario Draghi. Mais il ne faut pas simplifier : les causes des succès populistes ne sont pas que socio-économiques, ainsi que l'a confirmé l'Institut de recherche Oxford Economics (4 mai 2017). Avec la crise multiforme actuelle, elles sont de plus en plus entrelacées à des questions politiques et culturelles liées aux contextes nationaux : la corruption des élites, l'immigration dérèglementée, la peur du terrorisme, le rejet de l'UE suscité par des leaders politiques incapables ou manipulateurs. La question de la sécurité est devenue primordiale : d'un côté, la sécurité interne par rapport aux effets sociaux négatifs de la crise sociale et des migrations non contrôlées, notamment dans les quartiers et milieux défavorisés ; de l'autre, la sécurité externe par rapport à la menace terroriste et à l'instabilité internationale. Sans un rôle central du mouvement syndical au niveau de ces objectifs, l'extrême droite populiste sera de plus en plus capable de se présenter comme la seule force en mesure de concilier les demandes de protection sociale et de sécurité autour d'un projet nationaliste, exclusif, raciste et protectionniste.

Comparons les réponses politiques à ces défis nouveaux. Puisque les réponses démocratiques conciliant ouverture et protection sociale et sécuritaire semblent plus efficaces en dehors de la zone euro, notamment en Suède (et malgré un afflux de

2. 35 % en Italie, 24 % en France, 40 % en Espagne en 2016 selon Eurostat.

réfugiés supérieur à 10 % de la population), qu'en son centre, la question est de savoir si c'est la régulation centrale de la zone euro qui représente une aggravation du déficit de légitimité. Est-ce que l'intégration monétaire, la supranationalité européenne, accentuée pendant la période 2011-2016, constitue donc le problème plutôt que la solution ? Ou bien, faut-il poursuivre le renforcement de la gouvernance de la zone euro ?

La communauté scientifique est partagée sur cette question. Un rapport de la *Hertie School of Governance* de Berlin (Hertie School of Governance 2015), par exemple, semble indiquer que plus d'intégration supranationale au sein de la zone euro provoque moins de légitimité. Une autre école de pensée soutient le contraire : seule une augmentation de l'efficacité des politiques économiques, sociales et sécuritaires, de coordination et régulation centrale supranationale, conciliant austérité et croissance, stabilisation et solidarité sociale, peut relancer les États en crise et la légitimité basée sur des bénéfices concrets de l'UE. La première thèse devrait conduire logiquement au démantèlement de la monnaie unique, alors que la deuxième conseille de renforcer l'efficacité avant tout de la zone euro, mais à la condition préalable d'un contrôle démocratique accru. Voyons plus précisément comment désintégration et intégration se sont confrontées pendant les dernières années (voir aussi Fabbrini 2016).

3. Résultats et problèmes de la politique anticrise

La crise financière et économique mondiale des années 2007-2016 a constitué une épreuve dramatique pour la démocratie au sein des États européens. Elle a sérieusement affecté les États de l'UEM (Union économique et monétaire) les plus endettés notamment, révélant les fragilités internes du dispositif institutionnel incomplet et asymétrique approuvé à Maastricht en 1992. La crise a augmenté les écarts de compétitivité et les divergences entre les politiques économiques et budgétaires des États membres (notamment entre le Nord et le Sud), alors que l'introduction de l'Euro aurait dû favoriser la convergence et la transparence budgétaire. Les premières manifestations de formes variées d'euroscpticisme ciblaient non seulement les excès de la politique d'austérité mais aussi le projet unitaire en tant que tel et notamment les progrès à accomplir pour assurer davantage de supranationalité et de coordination macroéconomique ressenties comme hiérarchiques, autoritaires et, dans leurs contenus, comme « marquées par la résistance de l'austérité néolibérale » (Schmidt et Thatcher 2013).

En 2009-2010, les politiques anticycliques menées par nombre d'États européens face à la récession mondiale ont effectivement creusé les déficits des finances publiques et aggravé la crise des dettes souveraines nationales, notamment du Sud de la zone euro, devenu le maillon faible de l'économie mondiale (Parlement européen 2016a). Le coût financier du sauvetage des pays en crise – la Grèce, l'Irlande, l'Espagne et le Portugal – parut difficilement supportable aux États du Nord guidés par l'Allemagne. Les marchés internationaux menaçaient de priver les États en crise de la possibilité de financer leur dette souveraine et l'UE semblait impuissante. On atteignit le fond de la crise lorsque des plans de sortie de la Grèce de l'UEM furent élaborés.

La récession était au fond aussi la manifestation d'une crise politique de la gouvernance et portait sur les relations de pouvoir au sein de l'Eurogroupe et du Conseil européen. Depuis 2011 les politiques anticrises avaient pour objectif essentiel de corriger l'asymétrie institutionnelle initiale entre une Union monétaire forte, et l'absence d'union économique véritable entre les États membres.

En 2016-2017, la zone euro a renoué, modestement, avec la reprise économique. Malgré les erreurs, les hésitations et l'aggravation des divergences internes, on peut affirmer que l'euro a été sauvé et que l'Union économique et monétaire a réalisé en six ans des progrès considérables vers l'intégration, bien plus qu'au cours des décennies précédentes (Rodriguez *et al.* 2016) : la réduction des déficits budgétaires de la plupart des États Membres, l'amélioration de la compétitivité internationale, la réforme de la gouvernance économique et, selon certains, la « socialisation » du semestre européen (Crespy et Schmidt dans ce volume).

La Banque centrale européenne (BCE) a vu son rôle renforcé, notamment sous la direction de Mario Draghi dans le sens d'un soutien proactif de la croissance. On ne souligne pas assez que c'est suite au très important Conseil européen du 28 juin 2012, que le président de la BCE a annoncé « un engagement sans limites pour le sauvetage de l'euro », ce qui a découragé la spéculation internationale sur les dettes des pays en crise. La BCE, par sa politique des taux, ses injections massives de liquidités et d'autres mesures non conventionnelles, intervient régulièrement pour soutenir le système bancaire et, depuis fin 2014, les entreprises et le crédit bancaire aux particuliers (le « *quantitative easing* »). C'est une démarche innovante mais périlleuse : cette politique de soutien à la croissance se heurte à l'opposition d'une grande partie de l'opinion allemande et à la Bundesbank. Mario Draghi conserve le soutien décisif d'Angela Merkel, mais à certaines conditions : la Banque sait qu'elle ne peut ni émettre des *Eurobonds*, ce qui impliquerait, pour certains, la transformation de l'UE en « Union de transferts financiers (« Transfer Union »), ni solliciter des formes de mutualisation des dettes publiques nationales. Draghi fait l'objet d'une campagne de dé-légitimation, car il est inhabituel qu'un leadership européen non orthodoxe soit, pendant des années, *de facto* confié au président de la BCE, en l'absence d'un leadership politique consolidé de la zone euro (par exemple, un ministre des Finances européen).

Au titre des mesures de solidarité, le traité intergouvernemental (2 février 2012) pour le Mécanisme européen de stabilité (MES), structure permanente, a été une deuxième avancée déterminante³. Par ailleurs, l'Allemagne a, logiquement, demandé, en échange d'une solidarité coûteuse au niveau du consensus démocratique et légal interne, des mesures de contrôle multilatéral des États endettés, comme condition pour libérer l'aide aux pays en crise. Le 2 mars 2012, 25 gouvernements de l'UE ont approuvé un traité intergouvernemental sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'UEM, proposant un calendrier de réduction de la dette publique et du déficit (règle d'or budgétaire) aux États signataires. Ce traité a été librement et paradoxalement ratifié par tous les États au moment de la crise, mais puisqu'il vise à renforcer les

3. Le MES dispose d'un capital, souscrit par les États membres, de 700 milliards d'euros : en 2012-2013, 50 milliards avaient été engagés, notamment en Espagne, au Portugal, à Chypre, en Irlande et en Grèce.

règles à respecter et rentrera à terme dans le système communautaire, il provoque un accroissement du déficit démocratique dans les États en crise. Dans le même sens, la gouvernance économique a été renforcée par plusieurs décisions cohérentes mais problématiques : entre autres, le Pacte de stabilité et de croissance (complément du traité de Maastricht), signé en 1997, révisé en 2005 et en 2011; le *Six-Pack*, un ensemble de six mesures prises en 2011, qui précisent les procédures de surveillance multilatérale des politiques budgétaires et macro-économiques ; le Semestre européen qui instaure une coordination macro-économique et une surveillance multilatérale préalable des politiques économiques nationales avant que les budgets ne soient votés par les parlements nationaux et l'Union bancaire, qui implique un engagement d'aide aux banques en difficulté mais a pour corollaire un contrôle de la part de la BCE. Le mécanisme de supervision unique (MSU) date de 2013, mais l'Union bancaire ne sera achevée que par l'institutionnalisation d'un système d'assurance des épargnes.

Quel bilan après sept ans de politiques anticrises ? Le bilan détermine les solutions futures. Une interprétation hyper-simplifiée est très diffusée selon laquelle c'est l'austérité et l'intergouvernementalisme qui ont gagné, ce qui a aggravé la crise européenne et causé l'urgence démocratique. La caricature d'une « Europe néolibérale » dominée par l'Allemagne n'est en effet vraie que dans la rhétorique des extrémistes. Accepter ce bilan implique de négliger quatre facteurs qui ont produit un rapport de forces et des compromis avec les prôneurs de l'austérité à sens unique.

Tout d'abord, le poids national et européen du mouvement syndical, levier d'un rapport de force au sein du dialogue social européen et national ; malgré la force inégale de ses affiliés au sein des États membres, la Confédération européenne des syndicats (CES) a su indéniablement garder un pouvoir de négociation important au niveau central, avec le Conseil et la Commission européenne.

Secundo, le combat des pays du Sud dans le cadre des organes multilatéraux comme les Conseils. Une date cruciale, le 13 juillet 2015 : le Conseil européen a décidé de maintenir la Grèce dans la zone euro, de lui accorder un troisième prêt (de 87 milliards d'euros) et de rejeter le projet de « Grexit » préconisé par le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble. Cette décision, enfin acceptée aussi par Angela Merkel, proposée par Hollande/Macron, Renzi, la Belgique et d'autres États, constitue une avancée significative dans la « politisation » de l'Euro et de la zone Euro, comme noyau de l'UE. Et, les progrès en termes de croissance positive au-delà du 1 % sont évidents, au Portugal, Espagne, Italie, France, Grèce aussi, notamment en 2017.

Tertio, les concessions faites par Merkel montrent le fait que l'Allemagne n'est pas dominée par le néolibéralisme, mais influencée par l'ordo-libéralisme chrétien qui est à l'origine, avec la social-démocratie, de « l'économie sociale de marché ». Ce qui explique aussi le tournant au-delà de l'austérité, constitué par la flexibilité accordée par la Commission Juncker-Moscovici depuis 2014, et le Plan Juncker, facilitant le retour à la croissance en 2016 ainsi que les perspectives d'un nouvel accord franco-allemand basé sur la clarté des engagements réciproques.

Enfin, même affaibli, le Parlement européen a joué un rôle actif, par ses multiples initiatives dans le sens de la croissance et de l'emploi. Le développement des nouvelles pratiques de gouvernance économique ne peut pas être résumé comme une victoire univoque de l'intergouvernemental. On a certes assisté à un glissement vers des traités intergouvernementaux et la Commission n'en sort pas gagnante, mais elle a sauvé ses compétences. Il était inévitable, pensaient certains (dont l'ancien président du Conseil européen Herman Van Rompuy), que les nouveaux engagements financiers importants impliquent un contrôle accru de la part des gouvernements (Van Rompuy 2015). Mais dans plusieurs cas, à commencer par le Semestre européen, on constate un compromis entre supranational et intergouvernemental au nom de nouvelles formes de coordination des politiques nationales ; d'aucuns parlent de « méthode Merkel » (Telò 2015). Et le Parlement est depuis deux ans à la rescousse et demande d'avoir son mot à dire, par exemple, en amont du processus du Semestre européen 2016 (Parlement européen 2016b).

Le Conseil européen quant à lui, est un organe multilatéral et a inévitablement suivi une logique de compromis : les pays les plus vertueux du Nord, l'Allemagne en tête, ont accepté des mécanismes de solidarité européenne en échange d'un contrôle accru, de la politique économique des États en crise. On a ainsi sauvé l'Euro et la nature politique du projet européen ; mais on est confronté à une crise de légitimité et d'efficacité. Pourtant, aller au-delà de l'acquis de 2016 et répondre à l'urgence démocratique ne seront possibles que par l'intégration différenciée, centrée sur la zone Euro.

N'y avait-il vraiment pas d'autre solution pour sortir de la crise ? Nous constatons l'émergence et l'échec de trois recettes qui se prétendent « alternatives ».

Tout d'abord, les mouvements populistes européens extrémistes nationalistes de droite réclament la fin de l'Euro et le retour aux monnaies nationales dans un cadre néo-nationaliste et protectionniste qui se focalise sur le rejet des immigrés. Cependant, les premières défaites électorales du populisme permettent d'avoir une notion plus réaliste des rapports de force. « *Global Britain* », « *America first* », « *Illiberal Hungary* », mélange de rhétorique nationaliste et de protectionnisme intolérant, ne représentent qu'une des deux possibilités pour l'Occident : la tendance au déclin, au possible suicide dans le cadre de la grande transformation mondiale. En Europe, le cycle électoral et la reprise économique de 2017 permettent d'espérer qu'un nouveau projet européen pourrait stopper cette vague noire.

Deuxièmement, la question se pose de savoir si les populismes nationalistes de gauche offrent une véritable alternative à la stratégie de démocratisation de la zone euro, ou s'ils ne font que faciliter l'affirmation de l'original, le nationalisme de droite. Le parti espagnol Podemos, le mouvement italien « 5 Étoiles⁴ », les Insoumis de Mélenchon influencent déjà les agendas nationaux respectifs par des positions ambiguës, parfois convergentes avec l'extrême droite. Ils reprennent à leur compte les critiques des économistes keynésiens (Paul Krugman, Joseph Stiglitz, Thomas Piketty) et de certains sociologues sociaux-démocrates (Fritz Scharpf, Wolfgang Streeck) qui, sans le dire, renvoient parfois aux vieux débats des années 1980, lorsque le ministre socialiste

4. À noter que ces mouvements prennent souvent de positions de gauche, de droite ou de centre selon les enjeux.

de François Mitterrand, Jean-Pierre Chevènement, opposait au choix européen de Jacques Delors, la « dévaluation compétitive » et le keynésianisme dans un seul pays. Des théoriciens progressistes finissent par accepter la fin de l'euro au nom d'une nationalisation de la social-démocratie : au Nord, le retour aux monnaies nationales fortes et au *Welfare* national et, au Sud, la précipitation des économies en crise vers l'abîme de la dévaluation compétitive, avec la perte du pouvoir d'achat des travailleurs et la fuite des capitaux. Selon Wolfgang Streeck, vouloir améliorer et démocratiser la gouvernance et les politiques de la zone euro serait « du temps gaspillé » (Streeck 2014)⁵. Cette option pourrait rencontrer les faveurs des nostalgiques de stratégies gauchistes nationales de la dépense publique sans limites, qui ont déjà connu l'échec. Mais ceci signifierait oublier les analyses consensuelles de l'immense majorité de la communauté scientifique, acceptées par les syndicats et la social-démocratie depuis Willy Brandt, François Mitterrand, Neil Kinnock, à propos des insuffisances de la dimension nationale des politiques publiques pour faire face aux enjeux et menaces communs pour la gouvernance européenne et globale. Ce n'est pas par hasard que le populisme nationaliste soit le monopole de la droite extrême. Le retour à la souveraineté nationale c'est une hypocrisie et une régression théorique et politique dévastatrice pour la pensée et le front progressistes. Pour éviter la contagion et la paralysie, la seule réponse au nationalisme populiste est l'unité renforcée des pays pro-européens via l'intégration différenciée. C'est à eux de sauver les valeurs de la démocratie, de l'Europe de la paix, de la tolérance, de l'ouverture, et du progrès social, également dans l'intérêt des *outsiders*, qui pourront se rattraper dans le futur.

Une troisième stratégie alternative, indiquée par Thomas Piketty et autres avec le projet « Traité de démocratisation », ou « T-Dem » (Piketty *et al.* 2017), vise à répondre à l'urgence d'une démocratisation de la gouvernance de la zone euro, ce qui est positif : mais elle le fait par un traité intergouvernemental donnant naissance à une Assemblée interparlementaire européenne. Plus dans le détail :

- ce nouvel organe serait en ouverte concurrence avec le Parlement européen et ignore que le traité de Lisbonne (art. 14 TUE) attribue au PE le pouvoir de « codécision » avec le Conseil. Le PE, il est vrai, a été affaibli face aux urgences de la crise, mais il est à l'offensive pour retrouver sa place, alors que cette initiative l'affaiblit.
- Cette nouvelle Assemblée interparlementaire aurait « le dernier mot » au cas de conflit avec le Conseil de l'Eurogroupe : donc, un organe externe au cadre institutionnel unique de l'UE pourrait bouleverser son équilibre institutionnel ; drôle de façon de relancer l'Union.
- La composition de ce nouvel organe (qu'il compte 100 ou 400 membres) est conçue avec le but déclaré de permettre que les représentants des pays créditeurs soient en minorité : il aurait donc le dernier mot sur le budget de la zone euro,

5. Très étonnant que les milieux les plus fins de la politologie allemande nous viennent avec ces messages néo-nationalistes, qui rompent avec soixante-dix ans d'analyses des multiples courants théoriques, dont l'École de Francfort, ainsi que des sciences sociales empiriques, sur le déclin irréversible de l'État-nation, les transformations du politique et l'émergence incontournable de dimensions politiques nouvelles, extra-étatiques comme l'UE.

alimenté en premier lieu par les pays créditeurs, mais pourrait mettre ces derniers en minorité. Les pays endettés pourraient imposer par exemple aux Allemands, Hollandais, Finlandais, Autrichiens, etc., la mutualisation de leurs propres dettes et, logiquement, augmenter leur endettement sans limites. Il est très discutable que cette démarche soit juste et réaliste. Une controverse est notamment ouverte entre ceux qui considèrent que la protection de la démocratie des pays débiteurs doit primer sur la démocratie des pays créditeurs (Varoufakis 2016)⁶ ; et ceux qui, au contraire, pensent que préserver l'équilibre entre pays créditeurs et pays endettés a été un grand résultat démocratique entre 2010 et 2017, alors que ce même équilibre, dans la perspective alternative, serait cassé.

Pourtant, ce qui devrait être repris de cette démarche d'extrême gauche est, d'un côté, la nécessité de l'approfondissement de la zone euro, et de l'autre, la demande de renforcer le rôle des parlements nationaux : mais l'article 12 du TUE affirme déjà ce principe ; le protocole n°14 sur l'Alerte précoce et la Conférence interparlementaire des organes spécialisés dans les Affaires communautaires (COSAC), les Conventions européennes, sont les instruments les plus réalistes déjà disponibles, à mobiliser dans le cadre d'une synergie à approfondir avec le PE, les parlements nationaux et les partenaires sociaux.

Ces trois approches pour sortir de la crise ne constituent pas des alternatives crédibles pour sortir par le haut de la récession. Elles sous-estiment la dynamique positive déjà en cours, les rapports de force et la marge de manœuvre pour les forces démocratiques, syndicales et politiques, engagées dans une action nouvelle et plus puissante que dans le passé, pour un bond en avant vers la démocratisation et l'efficacité des politiques de la croissance, via l'intégration différenciée. Le Conseil européen, par la Déclaration de Rome du 25 mars et, la Commission par le Livre Blanc de mars 2017 et surtout le récent document de réflexion sur la dimension sociale de l'Europe (Commission européenne 2017a) ainsi que la proposition qui vise l'adoption d'un socle des droits sociaux (Commission européenne 2017b), le Parlement européen, entre autres, par la Résolution sur le salaire minimum et sur le rôle actif du PE dans la zone euro et le mécanisme du Semestre européen, soutiennent cette nouvelle dynamique (Parlement européen 2016a).

L'UE a su non seulement survivre dans le contexte inattendu de la crise économique la plus grave depuis 1929, mais aussi renforcer la gouvernance supranationale. Toutefois, les négociations intergouvernementales trop musclées ont renforcé les nationalismes, et les politiques d'austérité extrêmes ont approfondi *de facto* l'urgence démocratique. Le temps est donc venu pour un nouveau bond en avant : par quelle voie ?

4. La seule voie pour avancer vers plus d'efficacité et de légitimité : une Europe à plusieurs vitesses et le syndicat

Parmi les forces sociales, celles qui sont représentées par le mouvement syndical sont le plus objectivement intéressées à la consolidation et à la démocratisation de la zone euro.

6. En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/idees/article/2016/04/12/quand-yanis-varoufakis-retrouve-la-hauteur-du-chercheur_4900485_3232.html#vVFrDHHQxDTaOoB4.99

Alors que la communauté des affaires et les multinationales peuvent mieux s'adapter à un contexte économique mondial dérégulé, le mouvement syndical nécessite un instrument politico-institutionnel fort pour pouvoir espérer régler l'économie mondialisée et le commerce international. Le seul cadre de l'État nation, même du plus puissant, n'est pas à la hauteur des défis de régulation mondiale dans un monde où agissent des acteurs comme les États-Unis, la Chine, l'Inde et les multinationales. Le Brexit est basé sur l'illusion d'un retour à la puissance impériale britannique victorienne du XIX^e siècle, mais, malgré leurs diversités, les États de l'UE ne partagent pas cette illusion insulaire.

Voilà pourquoi de l'avis de nombreux théoriciens, dont J. Habermas (2017), l'UE a besoin de renforcer un groupe d'avant-garde, un « noyau dur » politique : c'est la seule possibilité d'espérer faire face à l'instabilité internationale de l'ère Trump (qui indique le Brexit comme modèle à suivre), à l'agressivité de Poutine, au terrorisme islamique et, soulignons-le, au côté sauvage de la mondialisation économique. Cette démarche politico-institutionnelle est avant tout dans l'intérêt de ceux qui ne disposent pas d'autres ressources de pouvoir, ni du capital, ni de la force militaire : le monde du travail. Il n'y a pas de liberté, ni individuelle ni sociale, dans un système politique qui ne soit pas autonome et libre au niveau international.

Ce besoin de liberté, de responsabilité internationale et cette volonté de déterminer le futur de la gouvernance internationale ne sont pas au même degré conscients dans chaque État membre de l'UE. Là où les choix des pays sont déterminés par des leaders populistes ou illibéraux, ou lorsque ces tendances conditionnent l'agenda du gouvernement, l'opposition est inévitable. Mais les traités prévoient que « les coopérations renforcées » soient lancées par neuf États minimum (article 20 TUE) sans obligation de participer des autres qui ne peuvent pas empêcher les États volontaires d'avancer vers plus d'intégration. Le choix est donc entre renoncer, en limitant la coopération européenne au plus petit dénominateur, ou avancer vers la formation de noyaux durs plus restreints, portant sur les enjeux qui représentent les priorités des citoyens européens.

Il faut quand même préciser quel type d'intégration renforcée et différenciée est à la hauteur des défis. Il y a trois modèles négatifs d'intégration différenciée alors qu'un quatrième modèle est à la fois possible et souhaitable.

Le premier modèle est celui proposé par Schauble et Karl Lamers en 1994 d'une « *Kern-Europa* » (Europe du noyau dur) excluant les pays de la Méditerranée (Schäuble et Lamers 1994) : ce projet, relancé par la proposition de Schäuble d'exclure la Grèce du 15 juillet 2015, se concrétiserait par une petite zone euro, limitée aux « pays triple A », accompagnée d'une petite zone Schengen : en d'autres mots, la fin du projet européen.

Le deuxième modèle qui risque d'affaiblir l'UE en tant que cadre institutionnel unique serait la mise en œuvre des propositions (par exemple de Hennette *et al.* dans *Libération*, avril 2017) d'un traité intergouvernemental entre un nombre limité de pays, selon le modèle du traité budgétaire de 2013. Il est vrai que le traité de Schengen a démarré ainsi et a par la suite été intégré dans l'UE. Mais les conséquences en termes de complication légale et institutionnelle d'une mise en cause de la centralité du système de l'UE seraient très importantes.

Une troisième option, la « géométrie variable », est exemplifiée par les applications marginales actuelles des « coopérations renforcées » à composition interne variable : les divorces internationaux, le brevet européen, la « taxe Tobin ». Altiero Spinelli aurait qualifié cette option fonctionnaliste d'« Europe à la carte » : chaque État s'engage selon ses convenances utilitaristes nationales et sans aucune vision politique d'ensemble. Elle serait politiquement insignifiante.

Quatrième option : l'Europe à plusieurs vitesses qui serait à la hauteur des défis internes et internationaux implique, d'une part, l'intégration plus poussée pour la zone Euro et, de l'autre, la constitution de noyaux durs, volontaires et ouverts, basés sur les traités UE, notamment dans des domaines relevant des anciens deuxième et troisième piliers du traité de Maastricht. Voyons les détails de ce quatrième modèle :

- Consolider et démocratiser la gouvernance de la zone euro (Juncker *et al.* 2015 et Piris 2012) implique la création du poste de ministre de l'Économie et des Finances, Président de l'Eurogroupe et, en même temps, Commissaire aux affaires économiques et monétaires⁷, responsable devant un Parlement de la zone Euro (un comité parlementaire spécifique au sein du PE), en coopération accrue avec la Commission interparlementaire des États membres (COSAC) ; en outre, il s'agit de renforcer la légitimité sociale par la constitution de l'Eurogroupe social et l'interaction régulière du ministre avec les partenaires sociaux.
- En parallèle, un nombre plus limité de pays pourraient aller plus loin⁸ et avancer vers des formes plus approfondies d'intégration volontaire: outre la « coopération structurée » en matière de politique de la défense (article 46 TUE), les coopérations renforcées prévues par l'art. 20 TUE. Dans quels domaines ? Ceux qui rencontrent les préoccupations des citoyens européens, tout d'abord en matière de sécurité. Face à l'instabilité à nos frontières et dans le monde, l'UE doit rendre crédible son rôle régional et mondial de puissance civile, plus autonome à l'égard des États-Unis. La seule façon de donner un signal fort à l'opinion publique dans la lutte contre le terrorisme est d'avancer vers la coopération renforcée dans les domaines de l'espace de liberté, sécurité et justice : un procureur européen représentera un premier bond en avant via la supranationalité et l'efficacité, et surtout la gestion de l'accueil et de la distribution des réfugiés⁹, tandis que renforcer le contrôle externe de frontières sauverait le dispositif Schengen.

Ce n'est que par la relance de la dynamique de l'intégration qu'on pourra conditionner de façon positive l'agenda interne aux pays restant momentanément à l'extérieur, et y renforcer les forces pro-européennes.

7. Proposition avancée aussi par le ministre italien de l'Économie, P. Padoa-Schioppa en mai 2016.

8. Déclaration des dirigeants de 27 États membres ainsi que du Conseil européen, du Parlement européen et de la Commission européenne. Déclaration de Rome du 25 mars 2017. Download: http://www.consilium.europa.eu/fr/meetings/european-council/2017/03/25-rome-declaration_pdf/

9. Selon l'Eurobaromètre 2016 (Bruxelles, 2016), 80 % des citoyens européens seraient favorables à une Union européenne de la défense, 80 % à un engagement accru pour la promotion de la démocratie et des droits de l'homme dans le monde, 77 % pour la protection de l'environnement, 71 % pour la politique de l'immigration, 60 % pour l'énergie.

Les études comparées des organisations de l'intégration régionale ailleurs dans le monde (Telò 2016) nous confirment que, malgré les grandes différences, c'est par l'approfondissement des noyaux durs qu'on peut relancer la dynamique de la coopération régionale. L'« *Association of Southeast Asian Nations* » (ASEAN) illustre ceci : l'approfondissement des « trois communautés » (politique, économique et socio-culturelle) décidé en 2015 par les 10 pays du noyau central¹⁰ s'accompagne de la consolidation d'une architecture régionale plus vaste à cercles concentriques : ASEAN plus 1 (une zone de libre-échange (ZLE) avec la Chine) ; ASEAN plus 3 (Chine, Japon et Corée, donnant naissance entre autres à la Chang Mai Initiative, un Fonds régional commun) ; ASEAN plus 6 (ASEAN plus 3 plus Nouvelle-Zélande, Australie et Inde, donnant vie à la *Regional comprehensive economic partnership* (RCEP), qui représente 28 % du PIB mondial) ; et en enfin l'ASEAN Regional Forum (invitant aussi les États-Unis et l'UE) pour discuter les questions de sécurité. Des tendances similaires se dessinent aussi en Amérique latine et en Afrique.

Bien sûr, une vision de l'architecture continentale basée sur des cercles concentriques entourant un noyau dur plus politique, implique que le leadership soit capable de tenir le cap vers une stratégie ambidextre, et même plus qu'ambidextre. En effet, en parallèle de la création urgente des noyaux durs politiques et de la consolidation/démocratisation de la zone euro, il faudra également relancer l'intégration des 27 après le Brexit : compléter et approfondir le marché unique (« Rapport Monti »), défendre les compétences exclusives dans les domaines essentiels des politiques de la concurrence et commerciales. Affaiblir la politique de la concurrence signifierait laisser les grandes multinationales maîtres du marché européen ; paralyser la politique commerciale commune, signifierait amputer l'Europe de son instrument international le plus efficace et bloquer les négociations globales (Organisation mondiale du commerce) et interrégionales (CETA, TTIP), les négociations d'accords de deuxième génération : incluant la régulation sociale, environnementale, les services publics, le système de gestion des conflits, en cours avec de nombreux pays, la seule voie pour exporter des éléments essentiels du modèle social européen et éviter l'isolement de l'Europe, de ses standards sociaux et de ses valeurs dans le cadre de l'économie globalisée. Une UE protectionniste, néo-mercantiliste raterait les multiples et extraordinaires opportunités de croissance et emploi que la compétitivité internationale de l'Europe, associée à la qualité du travail et des produits, et les erreurs des États-Unis, lui offrent en Asie/Pacifique, dans les Amériques et en Afrique.

L'intégration à plusieurs vitesses est-elle compatible avec l'Europe sociale ? Le trait commun aux trois cercles est le dialogue social, qui n'est pas qu'une méthode : c'est un contenu qualifiant et renforçant l'économie sociale de marché. Ce qui change d'un cercle à l'autre c'est l'agenda de la négociation sociale, puisque tout ne pourra pas être fait à 27. Bien sûr, les innovations sociales urgentes viendront surtout du niveau national – mais l'UE peut faire connaître (diffuser) les solutions nationales qui marchent mieux.

10. ASEAN comporte 10 membres: Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam.

La Communication de la Commission d'avril 2017 propose une déclaration solennelle de l'UE pour un socle européen des droits sociaux (voir Bouget *et al.* ainsi que Sabato et Vanhercke dans ce volume) : entre autres, un salaire minimum dans chaque État membre, une directive sur le temps de travail. Au-delà, une convergence accrue au niveau d'autres éléments des *Welfare states* nationaux est aussi envisageable (sans rêver d'un impossible *Welfare state* européen) (Vandenbroucke *et al.* 2014 et Vandenbroucke 2013). Mais, puisque la méthode communautaire n'est pas d'application¹¹, *quid* si le Conseil refuse ces propositions ? Dans ce cas, au niveau des 19, la consolidation de la zone euro, sa démocratisation et la construction du socle social de la zone euro sont des objectifs possibles : la constitution d'un Eurogroupe social (avec un président permanent ?) devrait permettre, lui, d'avancer vers un véritable « pilier social », caractérisant la zone Euro. En outre, si un groupe d'États voulait aller plus loin, il pourra le faire à 9-15, en focalisant la coopération renforcée sur les objectifs qui ne réunissent qu'un consensus minoritaire au Conseil, par exemple un plan d'envergure concernant la plus pressante urgence sociale, le chômage des jeunes (19,4 % en 2016), notamment, en renforçant l'engagement pour l'« Initiative pour l'emploi des jeunes » de 2013¹².

Ces trois niveaux du socle social européen devraient faire partie d'un projet cohérent, impliquant une dimension économique, sociale et aussi culturelle.

Le mouvement syndical européen est de toute évidence la principale force qui peut empêcher la propagation de l'image désastreuse pour la démocratie et pour l'UE, d'un conflit permanent entre élites globalistes/européanistes et le peuple nationaliste/protectionniste. Mais la réponse aux multiples populismes extrémistes, ignorant que le nationalisme et la fin de l'Euro impliqueraient inévitablement l'appauvrissement des classes travailleuses, sera faible si elle n'est pas politique et culturelle à la fois. À titre d'exemple, le *Deutscher Gewerkschaftsbund* (DGB), associant huit syndicats sectoriels allemands, dans son combat, très efficace, contre le parti europhobe a souligné, à juste titre, le caractère social et culturel de ce combat, qui est aussi une lutte pour davantage d'intégration européenne, la paix, la tolérance et la mémoire, contre l'oubli et le révisionnisme historique¹³. Le fait que l'AfD, contrairement aux populistes d'ailleurs ne dépasse pas les 10 % dans les sondages impose d'avouer que l'efficacité de la campagne anti-populisme du DGB indique la voie à l'ensemble du mouvement syndical européen.

11. L'autorité de la Commission et de l'UE n'est pas contraignante en politique sociale : voir par exemple, le fiasco de la directive sur le congé de maternité en 2008 et le retard dans la révision de la directive sur le travail détaché.

12. D'autres secteurs proposés par Emmanuel Macron seraient : le digital, l'Erasmus élargi aux apprentis, la politique industrielle et antidumping (Macron 2016).

13. Deutscher Gewerkschaftsbund, www.allianz-fuer-weltoffenheit.de et Alliance for Tolerance, Solidarity, Democracy and Constitutional State – Against Prejudice, Hatred and Violence, « Human Dignity shall be inviolable », mouvement promu par plusieurs personnalités et en particulier par R. Hoffmann, Président du DGB.

Conclusions : un nouveau mouvement social pour l'Europe sociale et différenciée, levier pour une mondialisation règlementée

La fracture profonde des opinions publiques européennes entre nationalisme protectionniste et européenisme divise les syndicats également. D'une part, les populistes jouent avec quelque succès la défense du social contre les immigrés et l'UE ; de l'autre, le mouvement syndical sait bien depuis des décennies que le nationalisme protectionniste et l'effondrement de l'Euro seraient négatifs tant pour l'emploi que pour le pouvoir d'achat de leurs membres. L'UE ne pourra relancer son rôle progressiste, interne et mondial, que par le soutien critique mais convaincu, d'un mouvement syndical fort et uni. Mais le mouvement syndical ne pourra correspondre à cette énorme responsabilité que s'il est porteur d'un projet global pour l'Union, un projet adapté aux graves défis internes (concilier objectifs sociaux, économiques et sécuritaires) et globaux : la gouvernance de la mondialisation.

Bien sûr, l'emploi et les hauts salaires sont au centre de l'action syndicale européenne, en tant que leviers de la croissance. Mais plusieurs pays montrent qu'il faut absolument sortir du réductionnisme économiste. L'Autriche, la Hollande et l'Allemagne sont nettement au-dessus de la moyenne de croissance et en-dessous de la moyenne de chômage européenne : cependant, la vague populiste d'extrême droite s'y est bien manifestée. L'échec est certain si la politique pour l'emploi n'est pas présentée par le mouvement syndical et en général par les forces du progrès comme un co-élément des politiques de sécurité répondant aux angoisses « culturelles » et au besoin de protection (peurs de l'incertitude, besoins d'identité...) : la sécurité sociale fait partie de la sécurité personnelle lorsque les migrations incontrôlées et autres facteurs aggravent les peurs. L'ouverture de l'Europe, au commerce et aux migrations, n'est pas tenable en l'absence d'une régulation rigoureuse et humaine des flux migratoires, au financement des politiques publiques d'intégration, et d'une régulation du commerce mondial. La seule façon de limiter l'influence du protectionnisme nationaliste est de proposer et réaliser une Europe qui protège le monde du travail des conséquences négatives de la mondialisation débridée. Il s'agit de priorités politiques et identitaires à la fois : elles seules peuvent sauver la démocratie et l'État providence, le modèle social européen.

Ce chapitre a évoqué plusieurs faits qui contrastent avec l'image d'une victoire inévitable des nationalismes protectionnistes et la force des tendances à l'émergence d'un nouvel européenisme. Le nouveau mouvement allemand « *Pulse Europe* » et les pratiques du DGB nous indiquent par exemple une voie possible : ils concilient la demande de plus d'Europe sociale avec la demande de sécurité. Une Europe protectrice ne signifie pas du tout une Europe protectionniste. Le modèle scandinave de conciliation de l'ouverture commerciale la plus prononcée et courageuse, avec la protection sociale, constitue la référence pratique la plus avancée dans le continent. Le défi est d'appliquer ce modèle au sein de l'Eurozone et de l'UE dans le cadre d'une Europe dynamique et différenciée, rejetant la logique suicidaire du plus petit dénominateur, et mettant en valeur la volonté des pays qui souhaitent avancer, dans l'intérêt de tous.

Références

- Alesina A., Tabellini G. et Trebbi F. (2017) Is Europe an optimal political area?, *Brookings Papers on Economic Activity*, 23 mars 2017.
- Commission européenne (2017a) Document de réflexion sur la dimension sociale de l'Europe, COM (2017) 206 du 26 avril 2017.
- Commission européenne (2017b) Mise en place d'un socle européen des droits sociaux, COM (2017) 250 du 26 avril 2017.
- Ferrera M. (2009) *Les nouvelles frontières du social. L'intégration européenne et les transformations de l'espace politique de la protection sociale*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Habermas J. (2005) *Der gespaltene Westen*, Frankfurt am Main, Suhrkamp.
- Habermas J. (2017) « Une rupture dans l'histoire de la République française », *Le Monde*, 19 avril 2017.
- Hennette S., Piketty T., Sacriste G. et Vauchez A. (2017) Pour un traité de démocratisation de l'Europe. Pourquoi ? Comment ?, Blog « Do you law », *Libération*, 13 avril 2017. <http://doyoulaw.blogs.liberation.fr/2017/04/13/pour-un-traite-de-democratisation-de-leurope-pourquoi-comment/>
- Hertie School of Governance (2015) *The Governance Report*, Oxford, Oxford University Press.
- Juncker J-C. en étroite coopération avec Tusk D., Dijsselbloem J., Draghi M. et Schulz M. (2015) Compléter l'Union économique et monétaire européenne, juin 2015. https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/5-presidents-report_fr.pdf
- Macron E. (2016) *Révolution*, Paris, XO Éditions.
- Parlement européen (2016a) Résolution du Parlement européen du 25 février 2016 sur le semestre européen pour la coordination des politiques économiques: examen annuel de la croissance, P8_TA(2016)0058, 25 février 2016.
- Parlement européen (2016b) Résolution du Parlement européen du 25 février 2016 sur le semestre européen pour la coordination des politiques économiques: emploi et aspects sociaux dans le cadre de l'examen annuel de la croissance 2016, P8_TA(2016)0059, 25 février 2016.
- Piketty T., Hennette S., Sacriste G. et Vauchez A. (2017) Pour un traité de démocratisation de l'Europe, Paris, Seuil.
- Piris J.C. (2012) *The future of Europe. Towards a two speed EU?* Cambridge, Cambridge University Press.
- Rodrigues M. J. et Xiarchogiannopoulout E. (2016) *The Eurozone Crisis and the Transformation of the EU Governance. Internal and External Implications*, Londres, Routledge.
- Schäuble W. et Lamers K. (1994) *Überlegungen zur Europäischen Politik*, Bonn, CSU/CDU, 1 septembre 1994. http://www.bundesfinanzministerium.de/Content/DE/Downloads/schaeuble-lamers-papier-1994.pdf?__blob=publicationFile&v=1
- Schmidt V. et Thatcher M. (eds.) (2013) *Resilient Liberalism in Europe's Political Economy*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Streeck W. (2014) *Buying Time: The Delayed Crisis of Democratic Capitalism*, Londres, Verso.
- Telò M. (2015) Assessing Origins, Developments and International Relevance of the European Council. *International Summits in historical and International Comparison*, *European Review of International Studies*, 2, Summer 2015, 40-65.
- Telò M. (2016) *L'Europe en crise et le monde*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Van Rompuy H. (2015) *L'Europe dans la tempête*, Paris, Racine.
- Vandenbroucke F. (2013) A European Social Union: Why We Need It, What It Means, *Rivista Italiana di Politiche Pubbliche*, 2/2013, 221-247.
- Vandenbroucke F., Vanhercke B. et Morley J. (2014) Une « Union sociale » européenne : questions-clé, in Natali D. (dir.) *Bilan social de l'Union européenne 2013*, Bruxelles, ETUI et OSE, 89-120.

Vanhercke B., Natali D. et Bouget D. (dir.) (2016) Bilan social de l'Union européenne 2016, Bruxelles, ETUI et OSE.

Varoufakis Y. (2016) Et les faibles subissent ce qu'ils doivent ? Comment l'Europe de l'austérité menace la stabilité du monde, Paris, Les Liens qui libèrent.

Tous les liens ont été vérifiés le 17.11.2017.

